

NON A LA REGRESSION DES DROITS DES FEMMES EN ESPAGNE ET AILLEURS

2014 : pour nos droits, pour nos choix !



Nous voulons une Europe qui garantisse le droit à la maternité choisie. Nous serons en France, en Espagne et ailleurs en Europe, dans la rue le 1er février pour rappeler que l'avortement est un droit pour toutes.

Manif Samedi 1^{er} fév. 15H

Métro Vieux-Port

Après la mobilisation des conservateurs et extrémistes le weekend dernier, nous appelons, avec de nombreuses associations féministes, de partis de gauche et de syndicats à manifester en solidarité avec les femmes espagnoles pour le maintien des droits à l'avortement. Nous réaffirmons haut et fort la nécessité de maintenir, de développer les centres IVG et de prolonger les délais d'avortement. Nous exigeons de l'Europe qu'elle garantisse ce droit à toutes les européennes.

Dans cette crise qui sévit en Europe, entretenue par des politiques néolibérales, les plans d'austérité et les politiques régressives foisonnent. Les conservateurs font bon usage des climats de tensions sociales pour mettre au goût du jour leurs idées rétrogrades.

Petit rappel : en Pologne l'avortement est interdit depuis 3 ans, en Hongrie ce droit est extrêmement restrictif, et maintenant, c'est en Espagne que le gouvernement s'apprête à adopter la législation la plus rétrograde en matière de droit à l'avortement. À cela s'ajoute le rejet du rapport Estrela par le Parlement européen en décembre qui confirme ces dérives extrêmement dangereuses pour une Europe qui se prétend fondée sur le respect des droits humains.

En France, cette semaine, l'Assemblée nationale a renforcé le droit à l'IVG. Lors de l'examen du projet de loi égalité hommes-femmes, les députés de gauche ont voté l'amendement qui supprime la notion de "détresse" inscrite dans la loi Veil sur le recours à l'interruption de grossesse. Dans ce contexte de régression sur les droits de femmes en Europe, c'est un message de solidarité qui est envoyé. Il faut cependant rester prudent car un projet de loi n'empêche pas les fermetures de centres IVG ! Il faut également être en alerte contre toutes celles et ceux qui s'emparent de n'importe quel prétexte pour remettre en cause les droits des femmes, certains députés UMP sont allés jusqu'à appeler à voter pour le déremboursement de l'IVG par la Sécurité sociale !



280 rue de Lyon
13015 Marseille
Tél 04 95 05 10 10
contact@pcf13.fr
www.pcf13.fr

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :